



Le dialogue doit avoir lieu en Syrie et sous l'égide des Syriens

Par [Sami Kleib](#)

Mondialisation.ca, 09 avril 2012

[assafir.com](#) 9 avril 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#), [SYRIE](#)

Face à l'effarante entreprise de mystification qui dure depuis plus d'un an et qui a maquillé un terrorisme d'une cruauté jamais égalée sous les traits d'un mouvement de libération du peuple syrien, peut-on croire en un plan de paix qui fixe une date butoir à une semaine ? S'exprimant avant l'intervention de Kofi Annan, Sergueï Lavrov avait déclaré que « les ultimatums et les délais artificiels sont rarement utiles », est-il déraisonnable de penser qu'il savait qu'il ne serait pas entendu ? Sami Kleib nous dit : « Ce n'est pas par hasard que M. Kofi Annan a été choisi pour résoudre la crise syrienne. Il est attendu, de cet ancien Secrétaire général de l'ONU, qu'il incarne la convergence des intérêts », mais qui aujourd'hui pourrait situer les points de convergence entre toutes les puissances qui se disputent le contrôle de la région ?

D'ici que les lignes rouges soient définitivement fixées, les Syriens sont toujours dans l'œil du cyclone. Les circonstances actuelles font que leur « opposition », aussi « légitime » soit-elle, ne peut continuer à tergiverser. Le dialogue n'est certes pas souhaité par les soi-disant pays « Amis de la Syrie », et il n'est qu'un prétexte parmi d'autres pour ceux qui prétendent lui offrir les Lumières en la gratifiant des ténèbres noyées dans des flots de sang et d'horreur. Ce n'est plus à prouver...

Raison de plus pour cesser de rechercher des médiateurs supplémentaires. Le peuple syrien a suffisamment souffert et ce n'est que parce qu'il a résisté et a soutenu les autorités compétentes et son armée, qu'il a fait de son pays, tel qu'il est, un ami digne du soutien des pays du BRICS et des pays frères. La moindre des choses serait que tous les Syriens l'admettent, le déclarent, et transforment la fausse exigence du dialogue, par ceux qui se sont auto-proclamés « communauté internationale », en un atout pour la Syrie et les Syriens. (NdT le 4 avril 2012)

La crise syrienne et ses dangers

Concernant la crise syrienne, la communauté internationale s'est accordée tacitement sur trois points : pas d'intervention militaire, pas de renversement du régime par la force, pas d'armement de l'opposition. Le président Bachar al-Assad et ses alliés russes, iraniens et chinois ont imposé une nouvelle équation mondiale qui a mis les supporters de l'opposition armée, menés par l'Arabie saoudite et le Qatar, dans une situation peu enviable.

Une année après le début de la crise syrienne, le climat a changé. Le régime a accompli des percées militaires et diplomatiques, et les 71 pays qui se sont réunis à Istanbul, hier, ne semblent pas pouvoir le faire chuter.

Et c'est sans doute parce que le climat a changé qu'un certain nombre de dirigeants arabes adressent leurs lettres confidentielles à Damas dans le but de rechercher des solutions. Des informations circulent sur une éminente personnalité saoudienne rapportant à ses interlocuteurs les remarques royales teintées d'une certaine irritation, suite aux déclarations de son ministre des Affaires étrangères Saoud al-Fayçal. Il se dit que le roi Abdallah n'a jamais voulu de toute cette implication dans les affaires syriennes même si, comme beaucoup d'autres arabes, il ne souhaitait que mettre fin, et au plus vite, aux opérations militaires en Syrie.

D'autres informations concernent le Bahreïn qui a récemment envoyé des messages positifs à Damas ; certains de ces messages exprimant le souhait de la voir contribuer à calmer la situation au Bahreïn même. Des lignes sécuritaires s'étendraient ainsi de Manama à Damas, en direction de Téhéran.

Quant à la famille princière du Koweït, elle a fait savoir à Damas qu'elle n'a jamais oublié le soutien de feu le président Hafez al-Assad lors de l'invasion du Koweït par l'Irak, et que les pressions exercées par le Mouvement Islamique koweïtien n'ont pas empêché certaines personnalités au pouvoir de dire que la chute d'Al-Assad n'était pas de mise.

De leur côté, les Émirats arabes unis (EAU) ont commencé à réfléchir sérieusement aux moyens pouvant faciliter leur médiation entre l'Autorité et l'opposition intérieure syriennes. Un responsable qui n'est autre que l'un des fils du défunt Président Cheikh Zayed a déclaré : « Nous sommes conscients de l'impossibilité de la chute du régime syrien, nous voulons vraiment arrêter l'effusion de sang, nous considérons qu'il est impératif qu'un véritable dialogue s'instaure entre l'entourage d'Al-Assad et l'opposition de l'intérieur, parce que cela donnera des signaux importants vers l'intérieur et l'extérieur à la fois, et nous sommes prêts à y participer ».

Il est à noter que le ministre des Affaires étrangères des EAU s'est rendu à Téhéran fin Février, et que les discussions ont essentiellement porté sur le dossier syrien ; sans oublier la situation de de la communauté iranienne forte de 500 000 âmes et dont les investissements s'élèvent à plus de 300 milliards de dollars.

Le même responsable émirati cité plus haut a ajouté : « Il nous faut souligner que les déclarations intempestives des pays du Golfe au sujet de la Syrie n'ont commencé qu'après la flambée des problèmes au Bahreïn ; les Saoudiens mettant en avant des informations selon lesquelles le Hezbollah alimentait la crise à la demande de l'Iran et que Damas n'avait rien fait pour les freiner »... Or, il se trouve que jusqu'ici, les forces de sécurité des pays du Golfe, menées par l'Arabie saoudite, n'ont pas réussi à calmer la situation au Bahreïn. Par conséquent, là aussi il y a nécessité de médiation.

Récemment, et toujours dans la région du Golfe, sont entrés en ligne les affrontements verbaux entre le chef de la police de Dubaï, le lieutenant-général Dahi Khalfan, et le cheikh Yusuf Al-Qaradawi. Khalfan a délibérément pointé le doigt sur la gravité de la progression des Frères Musulmans vers les pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG). Il a été suivi en cela par le gouverneur de Charjah qui a vivement critiqué les Frères Musulmans et Al-Qaradawi. Il est donc certain que le Qatar n'entend pas d'une oreille satisfaite toutes ces voix golfigues qui s'expriment ouvertement contre ses alliés islamistes.

A tout ce qui précède, il faut ajouter l'attitude toujours implicitement positive du Sultanat d'Oman à l'égard de Damas et de Téhéran, et le fait que le 17 Février, le Premier ministre

mauritanien a adressé à son homologue syrien un message insistant sur le sentiment fraternel et l'amitié entre les deux pays. Les Mauritaniens, qui n'ont pas bien accueilli l'émir qatari lors de sa dernière visite à Nouakchott, considèrent que le Qatar a contribué à alimenter l'opposition contre leur président Mohamed Ould Abdel Aziz, « l'un des soutiens fondamentaux de la résistance arabe ».

Si les positions de ces pays étaient ajoutées à celles de l'Égypte, de l'Algérie, de l'Irak, et d'autres... elles démontreraient que les positions des pays arabes envers la Syrie sont tout à fait différentes selon qu'elles sont considérées superficiellement ou en profondeur.

Sommet de Bagdad : un choc pour le Qatar et l'Arabie saoudite

La représentation réduite de l'Arabie saoudite au sommet de Bagdad, et les déclarations dangereuses du Premier ministre qatari concernant « la marginalisation des sunnites » en Irak permettent de conclure que Riyad et Doha voient dans le gouvernement de Nouri al-Maliki un allié indéfectible de l'Iran et de la Syrie et se doivent de le traiter en conséquence. Mais, le gouvernement et les oulémas irakiens dirigés par le Cheikh Khaled Abdul-Wahab Al-Mulla n'ont pas tardé à répondre d'une façon plutôt cinglante au Cheikh Hamad bin Jassem bin Jabor Al-Thani.

En conséquence et suite à l'absence d'une animosité unanime des arabes envers la Syrie, aux messages confidentiels de certains d'entre eux à Damas, et au règlement sous-jacent de la crise syrienne entre la Russie et les États-Unis ; il n'est pas surprenant de constater que le Sommet de Bagdad se soit soldé par une déclaration exempte de toute référence à la démission du Président Al-Assad et à la fourniture d'armes aux opposants. Les arabes ont reculé et ont accepté le plan de Kofi Annan en ses six articles, dont le premier souligne la nécessité d'« un processus politique global mené par les Syriens ». En d'autres termes, Bachar al-Assad est un élément essentiel du règlement de la crise syrienne !

Les prises de position internationales sont ressenties comme une grande trahison par l'Arabie saoudite et le Qatar. Eux, qui ont appelé lors d'une conférence de presse et par la voix de leurs ministres des Affaires étrangères à « armer l'opposition syrienne », se retrouvent dans une situation pas très confortable depuis que leurs alliés américains ont répondu par la négative. Washington est allé plus loin encore. Non seulement elle a accusé Al-Qaïda d'avoir infiltré l'opposition ; mais elle a aussi passé un accord avec l'hôte turc, M. Erdogan, l'invitant à se contenter de ne parler que de l'envoi de fournitures médicales et de certains équipements de communications dans différentes régions syriennes.

L'accord américano-russe

D'après un diplomate russe en relation étroite avec Damas : « Le récent sommet entre les présidents américain et russe a ouvert la voie à plusieurs nouvelles perspectives. De plus, lors d'une rencontre entre les deux présidents, Barack Obama aurait demandé à Dimitri Medvedev que Moscou calme le jeu jusqu'aux élections américaines et lui aurait promis, qu'après cette date, il se presserait pour réactiver ses principes politiques premiers annoncés pour son mandat en cours ; ceux qui consistent à rechercher les solutions plutôt que les conflits face aux problèmes internationaux » [*]. Non seulement le problème du bouclier antimissiles, mais aussi les dossiers iranien, syrien...

Ce diplomate russe affirme qu'il n'y aura pas de guerre contre l'Iran, et que le projet de renverser le Président Al-Assad est parti pour ne plus jamais revenir : « Nous sommes à

l'étape du règlement politique de la crise syrienne, mais maintenant le plus important est de convaincre l'opposition d'accepter un tel règlement ».

La logique russe veut que ce soient les Syriens eux-mêmes qui choisissent leur mode de gouvernance et le président qu'ils souhaitent. Et c'est exactement ce qu'a entendu M. Erdogan en Iran, où on lui a clairement dit que la Turquie avait adopté une option erronée car une proportion importante du peuple syrien estime toujours le président Al-Assad, et qu'il vaudrait mieux pour lui de s'en remettre aux résultats des urnes.

Ce n'est pas par hasard que M. Kofi Annan a été choisi pour résoudre la crise syrienne. Il est attendu de cet ancien Secrétaire général de l'ONU qu'il incarne la « convergence des intérêts » internationaux. Le veto russe a déjà interdit, et interdira encore, toute décision qui se limiterait à faire peser la responsabilité des violences sur le seul régime syrien, ou qui exigerait la chute du gouvernement de Bachar al-Assad.

Lors de sa rencontre avec le Président syrien, Kofi Annan a bien compris que le plan de la Ligue arabe s'était fracassé contre le rocher damascain. Al-Assad a clairement dit qu'il recevrait Annan en tant qu'émissaire international, non en tant que chargé d'une mission commune à l'ONU et Damas. Annan a accepté le principe. Juste avant le sommet de Bagdad, Damas a réitéré sa position par la voix de Jihad Makdisi, porte-parole du ministère des Affaires étrangères : Damas n'a aucune obligation de respecter les décisions édictées par la Ligue arabe et ce, quelles qu'elles soient !

Il n'est plus question de revenir aux décisions de la Ligue arabe. Damas le refuse. Les responsables du gouvernement syrien considèrent que toutes les décisions prises par les arabes ont été dictées par la volonté du Qatar appuyé ensuite par l'Arabie saoudite, et que ce qui a été accepté avant l'entrée dans Baba Amr et Homs ne pouvait plus être accepté aujourd'hui. Al-Assad a dit explicitement à M. Annan qu'il est ouvert au dialogue avec l'opposition, mais que ce dialogue devait avoir lieu en Syrie et sous l'égide des Syriens.

Baba Amr : l'avant et l'après

La visite d'Al-Assad à Baba Amr avait trois buts essentiels : affirmer la puissance de l'Etat, défier ceux qui menacent la sécurité surtout après les attentats de Damas et d'Alep, et surtout s'adresser aux citoyens sunnites pour leur dire qu'une fois la sécurité revenue, il ne sera pas question de vengeance mais de « reconstruire en mieux ». C'était là un message important pour guérir un tant soit peu les blessures des batailles sectaires vécues par la ville de Homs.

Cette visite à Homs s'est poursuivie par des entretiens avec des chefs religieux druzes et une visite au village de Kanawat dans la région de Sweida où le Président a présenté ses condoléances pour la mort du Cheikh Ahmed Salman Al-Houjari, l'un des trois cheikhs Akl druzes, et a reçu la visite de l'ancien député libanais druze, Daoud Fayçal, après celle de l'ancien ministre Wiam Wahab.

Ces jours-ci, celui qui visiterait Damas ne pourrait omettre de remarquer la grande confiance en soi des responsables syriens et leur inquiétude sensiblement atténuée quant à d'éventuels mouvements libanais dirigés contre eux. Certains Cheikhs du Nord-Liban dont le Cheikh Bilal Chaaban, qui ont visité Damas récemment, ont constaté la solidité de l'Etat syrien. Lorsqu'on les interroge sur Walid Joublatt, leur réponse est concluante : « Il sait exactement ce qu'il a fait contre la Syrie l'année dernière et que ce faisant, il a mis la

sécurité nationale en danger. Désormais, nos alliés du Hezbollah ont compris que le ramener en Syrie, comme ils l'ont déjà fait, n'est plus acceptable ».

Le Liban n'entre pas actuellement dans les calculs stratégiques de la Syrie. Il a été ramené dans la catégorie « espace de sécurité ». La priorité est désormais de mettre fin à la bataille militaire, et d'accélérer l'ouverture politique à l'occasion des prochaines élections. Ce n'est qu'ensuite qu'il sera possible de s'intéresser à la situation au Liban, mais cette fois sur la base suivante : « certains ont contribué à l'effusion du sang syrien ».

BRICS et équilibres internationaux

Les Syriens s'intéressent de près aux pays du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et aux sommets organisés par le Président iranien avec les pays voisins : l'Afghanistan, le Tadjikistan et le Pakistan. Il se dit que l'expression « effacer l'Europe » de la carte, prononcée par le ministre des Affaires étrangères Walid Mouallem, n'a pas été prononcée sous l'effet de la nervosité mais à la lumière des évolutions spectaculaires du monde vers la multipolarité.

Les pays du BRICS représentent 40% de la population mondiale, et entre 18% et 20% de la production mondiale. La Chine dépassera les USA avant 2020. L'Inde pourrait devenir le premier centre économique mondial dans moins de 30 ans. Le Brésil occupe la place de la Grande-Bretagne. Les USA pourraient reculer en troisième position mondiale, selon le « Wealth report ». Ce rapport indique aussi que la part de la contribution fondée sur le Produit National Brut passera de 41% en 2010 à moins de 18% en 2050 pour les pays d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale, alors que la contribution des pays d'Asie passera de 27% actuellement à plus de 49% en 2050.

Plus grave encore, l'intention des pays du BRICS de travailler à créer une monnaie unique après avoir institué leur Banque centrale. Ils refusent, implicitement, le monopole de New York sur les échanges des fonds Mondiaux, comme ils refusent la domination des USA sur l'ONU et les institutions financières internationales.

Par conséquent, si l'on intègre le fait que Barack Obama, en personne, demande au Président russe de calmer le jeu jusqu'aux prochaines élections et prépare des solutions pour le problème du bouclier antimissiles ; il devient clair que la scène internationale est plus qu'importante pour la résolution de la crise syrienne. Il ne faut pas oublier que Medvedev soutient la Syrie ainsi que le prochain président Vladimir Poutine, qui a déclaré en Novembre dernier que la Russie envisageait de déployer ses missiles dans la région de Kaliningrad limitrophe de la Pologne et de la Lituanie, et de les orienter vers les sites américains de défense antimissiles.

La Russie fait désormais partie intégrante de la campagne électorale américaine. Le président du sous-comité des forces stratégiques de la commission des forces armées près la Chambre des Représentants, Michael Turner, et le superviseur des systèmes de défense antimissiles ont mis en garde Barack Obama contre toute complaisance à l'égard des Russes ; ainsi que le candidat républicain Mitt Romney qui a considéré la Russie comme l'ennemi stratégique numéro un. Ce à quoi Medvedev a répondu en disant qu'il aurait besoin de réfléchir avant de parler.

L'internationalisation, sans doute et plus que jamais, a servi Al-Assad. Quant au Conseil National Syrien (CNS) qui, d'après les déclarations de Haytham Manna et Michel Kilo, a

commis l'erreur grossière d'opter pour les armes et l'armement des opposants ; il paraît coincé entre les Arabes et les Turcs incapables d'avancer et le début des transactions américano-russes désormais indispensables.

Hier, les déclarations de M. Erdogan à Istanbul, le bégaiement de Nabil al-Arabi prononçant son discours, la déception de Bourhan Ghalioun, et l'absence de toute allusion du ministre des Affaires étrangères qatari au renversement d'Al-Assad et à l'armement de l'opposition, sont autant de preuves qui confirment que le jeu des nations a triomphé une fois de plus et que les Arabes, comme d'habitude, sont restés sur le bord de la route.

On pourrait penser qu'Al-Assad a gagné la bataille militaire et a réussi à ériger un bouclier diplomatique russe autour de lui, mais ses adversaires vont intensifier leur pression armée, les attentats et les assassinats ; et ceux qui sont lésés par sa victoire militaire et diplomatique vont aller encore plus loin dans les sanctions, pour étrangler économiquement la Syrie et ramener le dossier syrien devant le Conseil de sécurité ; d'où la nécessité d'initier une véritable réconciliation et d'élargir la base de la participation au pouvoir. Seule cette solution permettra de sauver l'avenir du pays. Celle de rechercher et multiplier les contacts pour convaincre l'opposition de l'intérieur de déclarer publiquement qu'elle accepte le règlement politique.

Michel Kleib

02/04/2012

Article traduit par Mouna Alno-Nakhal (Biologiste)

Sami Kleib, journaliste libanais de nationalité française, est diplômé en Communication, Philosophie du Langage et du Discours Politique. Il a été Directeur du Bureau du journal Assafir libanais, à Paris, et Rédacteur en chef du Journal de RMC-Moyen Orient. Responsable de l'émission « Visite spéciale » sur Al-Jazeera, il a démissionné en protestation contre la nouvelle orientation politique de cette chaîne.

La source originale de cet article est assafir.com

Copyright © [Sami Kleib](http://SamiKleib.com), assafir.com, 2012

Articles Par : [Sami Kleib](http://SamiKleib.com)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif.

Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca